

PROVISOIRE

E/2003/SR17  
27 mars 2009

FRANÇAIS  
Original : ANGLAIS

## CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Session de fond de 2003

### COMPTE RENDU ANALYTIQUE PROVISOIRE DE LA 17ème SÉANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,  
le mercredi 2 juillet 2003 à 10 heures

Président : M. ROSENTHAL (Guatemala)  
puis : Mme RASI (Finlande) (Vice-Présidente)

## SOMMAIRE

Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation (*suite*)

Promotion d'une approche intégrée du développement rural dans les pays en développement aux fins de l'élimination de la pauvreté et d'un développement durable (*suite*)

---

Les rectifications au présent compte rendu doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un memorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, au Groupe d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

GE.03-62717 (F)    NY.07-34980 (F)

*La séance est ouverte à 10 h 05*

**Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation (Point 1 de l'ordre du jour) (suite)**

*À l'invitation du Président, M. Hans Rosling, de l'Institut Karolinska (Stockholm) présente brièvement le nouvel outil logiciel « World Development Chart » qui a été élaboré en collaboration avec, entre autres, la Division de statistique de l'ONU et qui permet de visualiser, suivre et comparer les variations dans le temps des indicateurs du développement.*

**Promotion d'une approche intégrée du développement rural dans les pays en développement aux fins de l'élimination de la pauvreté et d'un développement durable (point 2 de l'ordre du jour) (suite) (E/2003/33 et 51; E/2003/NGO/1)**

**M. Draganov** (Observateur de la Bulgarie), après avoir associé pleinement sa délégation à la déclaration faite par le représentant de l'Italie au nom de l'Union européenne, dit que les pays dont l'économie est en transition sont trop souvent perçus comme rivalisant avec les pays en développement auprès des fournisseurs d'aide alors qu'en fait ils sont bien placés pour aider ces pays à obtenir de meilleurs résultats dans leurs efforts de développement et leur utilisation de l'aide publique au développement (APD) et d'autres ressources. Un enseignement important qui doit être retiré de l'expérience de la Bulgarie est qu'il faut trouver un équilibre entre les différents domaines relevant de politiques comme l'élimination de la pauvreté et la protection de l'environnement.

L'approche par secteur au développement rural qui a été suivie par de nombreux pays dans le passé doit être remplacée par une approche intégrée de sorte que les résultats dans un domaine ne soient pas obtenus au détriment d'un autre. C'est ainsi que, dans le passé, en privilégiant les grands projets industriels, la Bulgarie a créé des emplois mais aussi à gravement dégradé son environnement et réduit la qualité de la vie; inversement, en renonçant à nombre de ces projets dans les années 1990, elle a supprimé des emplois et rendu la vie de certains difficile mais a permis à l'environnement de se régénérer seulement partiellement.

Il faut se souvenir que les pauvres se préoccupent généralement surtout de survivre et non pas tant de protéger leur milieu physique. Une approche intégrée

au développement durable et à des partenariats entre tous les intéressés constitue le meilleur moyen d'aller de l'avant et on ne doit pas laisser inutilisée la capacité actuelle qu'ont des pays comme la Bulgarie de participer à une coopération axée sur les résultats dans le domaine du développement.

**Mme Wakana** (Burundi) dit que pour éliminer la pauvreté et promouvoir un développement durable au Burundi il faut répondre aux besoins de la population dont l'écrasante majorité vit dans les campagnes. Malheureusement, une décennie de guerre civile a ramené le pays quinze ans en arrière malgré les efforts de développement de l'État, a précipité tous les indicateurs socio-économiques vers le bas et a fait que les deux tiers de ses habitants vivent en deçà du seuil de pauvreté. Les graves dommages occasionnés à l'infrastructure ont aggravé les problèmes d'éducation et de soins de santé et la diffusion du VIH/Sida et du paludisme a eu des effets dévastateurs supplémentaires sur la population. Le gouvernement burundais veut donc en premier rétablir la paix et la sécurité et un cessez-le-feu permanent se profile à l'horizon après la signature d'un accord de paix.

La paix et la reconstruction contribueront aussi à la stabilité de la région dans son ensemble. La reconstruction inclura la formation des ressources humaines nécessaire pour créer la richesse qui financera l'éducation et les soins de santé pour tous. Le Burundi n'ayant pas de ressources pour se développer durablement lui-même, Mme Wakana demande instamment à la communauté internationale d'accélérer la fourniture de l'aide promise lors de la signature de l'accord de paix et d'alléger la dette burundaise. Elle lance aussi un appel pour que de nouveaux financements aillent à des projets de microfinancement dans l'intérêt des petits agriculteurs, pour que tous les obstacles au commerce soient éliminés et pour qu'un appui soit fourni de façon que l'infrastructure des transports puisse être développée et que les agriculteurs aient accès aux marchés internationaux dont ils ont besoin.

**M. Ngatjizeko** (Observateur de la Namibie) présente un certain nombre de politiques adoptées par son gouvernement qui visent expressément à réduire la pauvreté et encourager le développement dans les zones rurales. Toutes les politiques reconnaissent l'importance du développement rural en tant que moyen pour atteindre les buts nationaux de développement et sont conçues pour redresser les

déséquilibres dans le développement de la Namibie. Leur résultat est que tous les enfants d'âge scolaire reçoivent un enseignement de base gratuit, que de nombreux villages ruraux sont maintenant reliés au réseau électrique national ou à des installations captant l'énergie solaire et que de nouvelles routes ont été construites et d'anciennes routes réparées.

Le gouvernement a progressé aussi dans la fourniture d'eau pure et saine à l'ensemble de la population en suivant une approche coordonnée réunissant toutes les parties prenantes pour garantir une utilisation effective des ressources en eau qui sont rares. Il compte réduire l'incidence de la tuberculose et du paludisme en favorisant une gestion des services de santé qui vise totalement la qualité et en décentralisant ces services et il a déjà fait fortement baisser la mortalité infantile par de vastes campagnes de vaccination.

Le gouvernement poursuit aussi une réforme foncière en coopération avec toutes les autres parties prenantes et a pris des dispositions juridiques pour garantir plus d'équité et un plus juste équilibre entre les hommes et les femmes dans l'accès à la terre.

Malheureusement, les efforts que le gouvernement namibien déploie pour favoriser le développement rural sont minés par la pandémie de VIH/Sida qui a un effet disproportionné sur le secteur agricole à fort coefficient de main d'œuvre dans lequel travaille la grande majorité de la population. Le programme national de lutte contre le VIH/Sida comprend des campagnes de sensibilisation dans les écoles et la distribution de médicaments antirétroviraux, particulièrement aux femmes enceintes et aux mères allaitantes. Parmi les autres obstacles au développement et à l'atténuation de la pauvreté on peut citer le manque de ressources et les termes de l'échange qui sont défavorables et qui s'opposent aussi aux efforts que déploie la Namibie pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement.

Néanmoins le gouvernement namibien est déterminé à tirer le meilleur parti possible de ses avantages comparés : population peu nombreuse, bonne infrastructure et réseau de communications et stabilité politique. Inutile de dire que pour y parvenir il a besoin de l'appui de ses partenaires au service du développement au niveau bilatéral et au niveau multilatéral.

Après avoir associé sa délégation à la déclaration faite par l'observateur du Maroc au nom du Groupe des 77 et de la Chine, **M. Norwawi** (Malaisie) dit que le développement rural a toujours été placé au premier rang des priorités en Malaisie, ce qui fait que la pauvreté a reculé de manière spectaculaire et que 90 % de la population ont accès à l'électricité, à de l'eau pure, à l'enseignement scolaire et aux services médicaux. L'agriculture est la principale activité économique de la population rurale et le gouvernement entend un programme massif pour moderniser ce secteur. L'expérience a montré que pour que le développement rural réussisse, il faut que le système d'exécution fonctionne bien et que tous les organismes oeuvrent de concert de manière coordonnée.

À l'avenir la durabilité des zones rurales en général et du secteur agricole en particulier dépendra de l'évolution des négociations dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Dans le passé malheureusement, les espoirs que l'Accord sur l'agriculture aboutisse à une plus grande libéralisation de ce secteur ont malheureusement été déçus : les tarifs douaniers moyens pour l'ensemble du monde sont actuellement de 4% sur les produits non agricoles mais de 62% sur les produits agricoles. Malgré l'expansion du commerce agricole mondial, certains pays en développement ont donc subi en fait une détérioration de leur balance commerciale agricole et le protectionnisme qui règne dans les pays développés constitue un réel obstacle au développement rural des pays en développement.

Néanmoins, les tarifs douaniers ne sont pas seuls à freiner le commerce des produits agricoles. Les subventions agricoles dans les pays développés font que ces produits, lorsqu'ils proviennent de pays en développement, ne peuvent pas concurrencer les autres sur les marchés mondiaux et dépriment souvent les prix mondiaux des produits de base, ce qui réduit les revenus de la population rurale des pays en développement. Néanmoins, les pays développés continuent d'essayer de justifier ces subventions en soulevant des problèmes nouveaux comme la protection des animaux ou les règles de sûreté alimentaire dans les négociations de l'OMC. Certes, il est tout à fait légitime en soi de veiller à la salubrité des aliments et de prendre des mesures phytosanitaires et de lutte contre les maladies mais ce n'est certainement pas un hasard si ces questions prennent

une importance croissante dans les négociations sur la libéralisation du commerce.

Les pays développés doivent s'acquitter de leur obligation de mettre en œuvre des programmes de renforcement des capacités pour aider les pays en développement à se conformer aux normes et critères mondiaux applicables aux produits agricoles. Si les négociations de l'OMC doivent réussir, il faudra convenir d'un arrangement équitable concernant les marchés et, pour éliminer réellement la pauvreté dans les zones rurales, les gouvernements doivent faire en sorte que leurs systèmes d'exécution donnent de bons résultats et que les produits des campagnes aient accès aux marchés dans des conditions justes et soient protégés contre les pratiques commerciales injustes.

Ayant déclaré que sa délégation s'associait pleinement à la déclaration faite par l'observateur du Maroc au nom du Groupe des 77 et de la Chine, **M. Khoshroo** (République islamique d'Iran) dit que l'une des raisons pour lesquelles les politiques passées en matière de développement ont eu un impact limité est qu'elles n'ont pas tenu pleinement compte des indicateurs socio-économiques. Le gouvernement iranien a donc entrepris d'appliquer un plan systématique de développement rural durable qui tient dûment compte des disparités régionales, qui dans le passé ont posé des problèmes sérieux liés à l'exode rural. Par exemple, pour garantir la fourniture durable d'énergie, il a opté pour une diversification et une plus grande sécurité des sources d'énergie si bien que deux tiers de tous les villages du pays sont électrifiés. Une approche intégrée poursuivie dans la cohérence par les gouvernements et toutes les organisations internationales intéressées est nécessaire si l'on veut que tous les habitants des zones rurales aient suffisamment de nourriture et de travail et puissent étudier et se faire soigner.

Les capacités de production des sociétés rurales ne s'épanouiront que si celles-ci ont accès à la terre et à l'eau, aux moyens de financement, aux techniques et aux marchés, autant d'éléments qui font l'objet de négociations à l'OMC en raison de leurs dimensions commerciales. Le commerce est vital pour le développement économique et social mais les avantages comparés des pays en développement en général et plus particulièrement de leurs zones rurales résident dans les secteurs à fort coefficient de main-d'œuvre comme l'agriculture ou la production textile et artisanale qui sont tous des secteurs hautement

protégés par les accords de l'OMC. Cette institution qui est censée être universelle et reposer sur l'inclusion, devient chaque jour plus protectionniste; les traitements spéciaux et différentiels n'ont jamais été respectés et les subventions massives à l'exportation des pays développés neutralisent l'avantage comparé des pays en développement. A moins que ces subventions soient supprimées, les zones rurales des pays en développement continueront de perdre des emplois, ce qui alimentera l'exode rural avec tous les problèmes qui en découlent. M. Khoshroo lance donc un appel aux gouvernements et aux organisations internationales et régionales pour qu'ils appliquent les résultats de la concertation actuelle de haut niveau et des grandes conférences de l'ONU.

**M. Kiwanuka** (Ouganda) dit que la communauté internationale devrait encourager les gouvernements à appliquer les Objectifs du Millénaire par le développement rural. Toutefois, celui-ci est une activité pluridimensionnelle et multisectorielle et l'approche doit être globale et intégrée et s'étendre à tout l'éventail des infrastructures politiques, sociales et financières. Bien que les théories économiques classiques aient identifié une multitude de facteurs responsables de la croissance économique, aucun d'eux ne concerne la contribution du développement rural. Il n'est donc pas surprenant que, dans le passé, les donateurs et les gouvernements n'aient pas vu dans le développement rural un puissant moteur de croissance économique. Si est possible d'obtenir une croissance économique sans développement économique, l'inverse est quasiment impossible. La croissance économique des secteurs ruraux par un développement rural intégré est donc la clef du succès des Objectifs du Millénaire.

La paix et la sécurité doivent être considérées comme des questions de développement. Dans son rapport sur les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique (A/52/871-S/1998/318), le Secrétaire général a signalé qu'il était urgent de prévenir les conflits en Afrique au lieu d'attendre qu'ils éclatent. En Ouganda, les conflits dans les campagnes sont la source d'une pauvreté chronique et de sous-développement. Les partenaires du développement jouent un rôle utile en encourageant le développement durable par l'édification d'institutions au service de la démocratie et de la bonne gouvernance. L'Ouganda a reçu des fonds du Programme des Nations Unies pour le développement

(PNUD) et aussi du gouvernement danois pour décentraliser activités et pouvoirs. La croissance et le développement de la société civile et des organisations de femmes en Ouganda doivent beaucoup à l'appui de tels donateurs.

Le développement des ressources humaines est rarement considéré comme important du point de vue politique. Or le développement d'une direction politique responsable constitue le fondement de la démocratie et de la gouvernance sociale, elles-mêmes essentielles toutes deux pour la stabilité politique. Il existe donc un lien étroit entre les systèmes politiques d'un pays et sa croissance économique.

Le secteur agricole en Afrique a été comparé à un moteur grippé. Cependant, l'agriculture reste le secteur le plus important par son apport au produit intérieur brut (PIB) et à l'emploi. Pour révolutionner la production agricole, il faut améliorer l'infrastructure et les technologies dans les campagnes. Il est nécessaire d'employer davantage des variétés de semence à haut rendement de même que des intrants technologiques comme les engrais. Il faut veiller davantage à l'éducation et la formation ainsi qu'au développement de marchés. Des services d'irrigation et d'abondantes ressources en eau sont indispensables pour la Révolution verte car l'agriculture pluviale reste incertaine et imprévisible. Le crédit à des taux modiques est une nécessité. Tous ces aspects du développement sont possibles à condition qu'il y ait une volonté politique.

**M. Carrilho** (Mozambique) dit que la réduction de la pauvreté et le développement durable ont figuré dans le passé parmi les objectifs prioritaires de son gouvernement et continuent de le faire. L'approche intégrée adoptée dans le document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRT) souligne l'importance des zones rurales. Au cours de la décennie précédente, le Mozambique est parvenu à atteindre un taux moyen de croissance annuelle de 7 % bien qu'il soit parti de très bas. Il a bénéficié d'un climat de paix, du développement de la démocratie politique et d'une économie orientée sur le marché. Une grande partie de sa croissance s'est produite dans le secteur agricole en raison de l'extension des terres cultivées. Néanmoins, le rythme de développement s'est ensuite ralenti.

La difficulté actuelle est de maintenir des taux de croissance raisonnables dans le secteur agricole et de la faire bénéficier à un plus grand nombre de personnes

sans appauvrir les ressources naturelles. Le développement des marchés ruraux, des agro-industries, des organisations d'agriculteurs et des institutions d'épargne et de crédit ainsi que la dévolution aux collectivités rurales du pouvoir d'administrer leurs territoires relèvent de l'État. À ce sujet, le gouvernement mozambicain s'associe à la déclaration faite par l'observateur du Maroc au nom du Groupe des 77 et de la Chine.

La communauté internationale a le devoir de maintenir et d'accroître sa solidarité aussi bien morale que matérielle avec les pays en développement. En particulier elle doit les aider à renforcer la paix et la stabilité sociale. Les pays développés doivent convenir de réduire les asymétries commerciales entre les riches et les pauvres en éliminant les barrières commerciales. Ils doivent aussi accepter de relever les niveaux d'APD afin de garantir dans l'agriculture et le développement rural un investissement qui suffise pour atteindre les Objectifs du Millénaire. Les partenaires mondiaux et les donateurs individuels doivent évaluer l'impact de l'APD et concevoir des moyens novateurs de surmonter les problèmes qui y sont liés. De plus, un programme d'urgence pour les pays les plus pauvres devrait être élaboré pour réduire leur vulnérabilité aux catastrophes naturelles.

Après avoir déclaré que sa délégation souhaite s'associer à la déclaration faite par l'observateur du Maroc au nom du Groupe des 77 et de la Chine, **M. Majogo** (Observateur de la République-Unie de Tanzanie) déclare avoir apprécié le rapport du Secrétaire général (E/2003/51) qui contient un certain nombre d'observations utiles sur les problèmes posés par la réduction de la pauvreté et la durabilité du développement rural.

La Tanzanie applique actuellement son document de stratégie pour la réduction de la pauvreté qui repose entre autres sur la reconnaissance du fait qu'environ 80 % de sa population vit en zone rurale et que cette fraction regroupe 87 % des Tanzaniens pauvres. Bien souvent, cette population n'a pas suffisamment accès aux services sociaux, son infrastructure est mauvaise et elle a peu de possibilités d'obtenir des microfinancements ou d'avoir un revenu autre qu'agricole. Le développement rural est donc indispensable pour la lutte contre la pauvreté que mène le gouvernement.

Dans le passé, des théories visant la prise en compte du développement dans tous les domaines ont insisté sur le développement urbain. Toutefois, la croissance des villes s'est faite au détriment des campagnes. Dans les années 1980, les théories du développement se sont davantage intéressées à celles-ci et ont insisté sur l'égalité d'accès aux services sociaux de base. Les besoins de la population rurale ne sont plus considérés comme passant après ceux de la population urbaine. Dans ce contexte, le rôle du secteur agricole est devenu capital pour le développement.

En coopération avec d'autres parties prenantes, y compris la société civile et des partenaires en matière de développement, le gouvernement de la République-Unie de Tanzanie a défini des stratégies de développement des zones rurales et du secteur agricole pour apporter des réponses à toutes les dimensions de la réduction de la pauvreté, en insistant sur une croissance qui serve les pauvres, une multiplication des possibilités et des accès aux services de base et aux actifs pour les pauvres, la réduction de la vulnérabilité et le respect des principes de bonne gouvernance.

Le succès des objectifs de développement rural que prévoit la Vision 2025 du développement de la Tanzanie dépend largement du taux de croissance du secteur agricole et de la restructuration du cadre institutionnel dans les campagnes. Elle insiste particulièrement sur une plus grande participation des collectivités locales aux décisions. Elle cherche à atteindre des niveaux de vie élevés, à créer un environnement propice et assurer à la population des moyens de subsistance, à devenir concurrentielle sur les marchés internationaux et aussi à fournir des crédits bon marché dans des conditions de rigueur et d'efficacité.

Bien que l'économie tanzanienne progresse actuellement de 6,2% par an, ce n'est pas assez car il faudrait 8% pour faire sensiblement reculer la pauvreté qui atteint encore des niveaux inacceptables. Le développement agricole et rural doit donc rester au premier plan des priorités et des efforts devraient être faits pour prolonger les résultats qui ont déjà été obtenus. Il faut en même temps éviter toute duplication des efforts et les rivalités dans l'affectation des maigres ressources.

Un DSRP pourrait apporter une solution à la réduction de la pauvreté et au développement rural à condition que l'édification de capacités se fasse au

niveau local et à celui de la société civile. Il faudrait aussi que les pauvres, qu'ils vivent dans les villes ou dans les campagnes, aient des possibilités de devenir économiquement autonomes et de recevoir un appui économique, l'assistance au développement devrait être harmonisée et les problèmes comme l'endettement extérieur et l'absence de cibles et d'indicateurs permettant de mesurer le succès de l'Objectif 8 devraient être examinés.

Ces difficultés ne sont pas propres à la Tanzanie; leur solution durable exige la participation de la communauté internationale toute entière.

*Mme Rasi (Finlande), vice-présidente, prend la présidence.*

Après avoir déclaré que sa délégation tient à s'associer à la déclaration faite par l'observateur du Maroc au nom du Groupe des 77 et de la Chine, **Mme Cominetti** (Chili) dit que son pays, qui est de petite taille, s'est développé dans les années 1990 grâce à un processus structuré reposant sur une stratégie de croissance équilibrée. L'application d'une politique macroéconomique stable, l'existence d'un niveau adéquat de gouvernance et une politique de libéralisation du commerce lui ont permis d'atteindre un taux de croissance soutenu d'environ 6 % par an et de maintenir des taux de croissance positifs dans les premières années du XXI<sup>e</sup> siècle, malgré l'instabilité de l'économie internationale. Ces mesures et une politique sociale ciblée et de grande envergure ont contribué à réduire nettement les niveaux de pauvreté.

Dans les années 1990, le secteur rural a subi des mutations en raison de politiques visant à promouvoir l'égalité et l'universalité d'accès aux services et à l'infrastructure de base. Le Chili a obtenu des résultats appréciables dans l'amélioration de la qualité de vie dans les campagnes. Il a moins bien réussi toutefois à réduire l'écart économique entre les zones rurales et les zones urbaines et celui qui sépare les petits agriculteurs des grands exploitants. La délégation chilienne est d'avis que la croissance seule ne suffit pas à surmonter la pauvreté rurale.

Dans les années 1990, la politique sociale a pris plus de place et a visé surtout à accroître les dépenses sociales et à mieux cibler leurs bénéficiaires. Des incitations ont été mises en place pour encourager les investissements dans les petites exploitations agricoles par tout un éventail de programmes de crédit. La

qualité des facteurs de production a été améliorée, entre autres par l'irrigation, la régénération des sols appauvris et une plus large application des techniques. Pendant cette période, un certain nombre de programmes ont été mis en œuvre avec l'appui d'institutions multilatérales comme la Banque mondiale pour augmenter la production agricole dans les couches de la population les plus marginalisées, y compris les femmes et les groupes autochtones. De tels programmes ont aussi été consacrés au développement local et à la durabilité de l'environnement.

Depuis 2000, une attention renouvelée a été accordée aux exploitations agricoles familiales, l'objectif étant de les adapter aux nouveaux défis résultant de la plus grande intégration économique et de l'apparition de marchés de plus en plus exigeants et changeants. Des efforts ont été faits pour favoriser des conditions qui permettent à la petite agriculture de se moderniser et de devenir plus concurrentielle, et cela principalement par un système d'incitations tenant compte de l'hétérogénéité de la population rurale, du principe de territorialité, des imperfections du marché et du facteur temps.

Cette politique s'est heurtée à un certain nombre de difficultés. Au niveau de la gestion institutionnelle par exemple, il faut cibler les politiques, améliorer la coordination de l'appui au secteur rural, créer une structure institutionnelle moderne avec des instruments qui réagissent effectivement et rigoureusement aux changements mondiaux et à ceux du marché et évaluer les résultats des programmes. Au niveau stratégique, il s'agit de renforcer la chaîne de valorisation, de diversifier les sources de revenu et d'adopter des mécanismes pour stabiliser les prix et les cycles économiques, d'adapter le système de production des petits agriculteurs aux exigences des utilisateurs finals, de tirer parti des externalités du milieu rural et d'incorporer les questions d'intérêt public au contenu stratégique des programmes.

Le gouvernement chilien est convaincu que les politiques de développement rural contribuent à combler les fossés et à créer des conditions permettant aux avantages de la croissance d'être équitablement répartis. Il est donc déterminé à continuer d'appuyer les petits agriculteurs et créer les conditions dont ils ont besoin pour se suffire à eux-mêmes.

**M. Skogmo** (Observateur de la Norvège) dit que le choix du thème de la concertation de haut niveau est

extrêmement bien venu et a déjà atteint ses fins. La concertation a confirmé qu'après plusieurs années pendant lesquelles on a laissé le développement rural et l'agriculture passer à l'arrière plan, on a actuellement de plus en plus conscience au niveau national et au niveau international que le développement rural et l'agriculture doivent être un moteur de croissance dans les pays en développement. Apporter une assistance au développement rural est un moyen efficace, voire essentiel pour atteindre les Objectifs du Millénaire d'ici à 2015.

Ce regain d'attention a aussi eu un impact sur la politique de développement international de la Norvège. En 2002 un groupe d'experts indépendants a été chargé de faire rapport sur les moyens de donner une place de choix à l'agriculture dans un contexte plus large de développement. Leurs conclusions sont actuellement traduites en recommandations politiques.

Comme le Secrétaire général l'a fait observer dans son rapport E/2003/51, avec les efforts actuels visant à libéraliser le commerce des produits agricoles par la nouvelle série de négociations commerciales multilatérales dans le cadre de l'OMC, la communauté internationale a une chance de créer de nouvelles occasions pour que, dans les campagnes, les pauvres deviennent prospères grâce à une intégration économique plus vaste. Les négociations qui insistent sur la libéralisation du commerce des produits agricoles et des produits non agricoles peuvent exploiter le potentiel qu'ont les marchés mondiaux de remplir les promesses de développement pour les zones rurales. Le gouvernement norvégien est un fervent défenseur de la poursuite d'une libéralisation commerciale et du respect intégral du mandat de Doha. La Norvège a aboli unilatéralement tous les obstacles tarifaires et les quotas pour tous les produits autres qu'armes provenant des pays les moins avancés.

Il est clair qu'un accroissement du commerce et des investissements internationaux contribuerait fortement à améliorer l'efficacité économique et donc la croissance et le développement à long terme. Néanmoins, la croissance économique seule ne suffira pas par rapport aux Objectifs du Millénaire. La participation à une économie dont le moteur est le marché nécessite un accès non seulement aux marchés mais aussi aux actifs productifs. Une participation véritable à l'économie de marché nécessite pouvoir d'achat et propriété privée, et les très pauvres n'ont ni l'un ni l'autre.

En particulier, il importe de réformer et de reconnaître officiellement les droits à la propriété foncière sur lesquels l'économiste péruvien Hernando de Soto a appelé l'attention dans son ouvrage riche d'enseignements sur la question. Les femmes doivent avoir les moyens de leur autonomie et leur participation à tous les niveaux auxquels les décisions sont prises doit être facilitée. Les gouvernements doivent être sensibles aux besoins des groupes vulnérables comme les minorités ou les peuples autochtones. La délégation norvégienne appuie l'appel du Secrétaire général à une approche prudente aux biotechnologies, particulièrement dans le cas des cultures génétiquement modifiées.

M. Skogmo invite instamment la communauté internationale à atteindre les buts convenus en matière d'APD et d'allègement de la dette. Elle doit aussi définir des cibles quantitatives pour atteindre les buts du huitième Objectif du Millénaire relatif à la constitution d'un partenariat mondial. Un mécanisme doit être mis en place pour suivre les résultats obtenus par rapport à ces buts par les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). La Norvège est prête à se soumettre à un tel examen concernant la cohérence de toutes ses politiques de développement.

**M. Attar** (Arabie saoudite) dit que ce qui empêche principalement les pays en développement de sortir de leur situation ce sont l'injustice de l'ordre économique mondial, la charge de la dette, l'insécurité alimentaire et le refus des pays riches de respecter leurs engagements. Il appelle les pays développés à montrer la volonté politique nécessaire pour appliquer le Programme de Doha pour le développement. En particulier, ils doivent mettre un terme à la montée du protectionnisme. En plus des vastes programmes de subventions qui privent les producteurs efficaces des pays en développement d'une juste part de marché, les obstacles non tarifaires qui prennent prétexte de protection de l'environnement empêchent les exportations de pétrole et autres produits de ces mêmes pays.

La mondialisation semble rendre l'élimination de la pauvreté encore plus ardue qu'auparavant. Les efforts d'allègement du fardeau de la dette doivent être intensifiés, particulièrement avec le ralentissement de l'économie mondiale et la fluctuation des prix des produits de base. Ainsi, les pays en développement pourraient plus facilement appliquer leurs réformes

afin de garantir à leurs populations le plein exercice de leurs droits économiques et sociaux. En un temps où l'interdépendance mondiale s'intensifie, chaque pays devrait adopter des stratégies à la mesure de ses ressources afin de trouver des solutions mondiales au problème de la sécurité alimentaire.

La lutte contre la pauvreté est entravée par le non respect, par les pays développés, de leur engagement d'affecter 0,7 % de leur PIB à l'APD. Le gouvernement saoudien a toujours dépassé ses objectifs en matière d'APD en accordant au cours des dernières années plus de 76 milliards de dollars E.-U pour des prêts à des conditions de faveur destinés à des programmes concernant la santé de base, l'éducation et l'infrastructure dans 72 pays. L'Arabie saoudite a apporté 120 millions de dollars au Fonds fiduciaire pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés et a renoncé à des dettes d'un montant de 6 milliards de dollars, conformément à l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTe). Elle accélère aussi ses paiements pour lutter contre la menace accrue de famine dans certaines régions d'Afrique.

**M. Kessedjian** (France) dit que la France, dans la tradition agricole solide qu'elle partage avec l'Afrique, a placé l'agriculture au cœur de sa coopération au service du développement. Ce qu'elle recherche principalement c'est la sécurité alimentaire en encourageant l'investissement dans l'agriculture et en stimulant la production destinée aux marchés intérieurs. L'aide alimentaire d'urgence ne devrait pas être confondue avec les politiques de sécurité alimentaire à longue échéance car seules celles-ci pourront mettre un terme au cycle récurrent de la famine. Pour cela, un plan d'action contre la famine, spécialement en Afrique, a été adopté par le G-8 à sa dernière réunion à Evian. Les gains de productivité dans l'agriculture dépendent du progrès technologique ce qui, évidemment, inclut la possibilité d'utiliser des organismes génétiquement modifiés, dans le respect de la souveraineté de chaque État. À ce sujet toutefois, le principe de précaution, qui reconnaît la nécessité d'une analyse scientifique complète, doit être respecté en tout temps.

L'agriculture n'est pas une simple activité économique; elle a des rapports avec les équilibres biologiques et aussi avec les traditions culturelles du pays considéré. Plus que toute autre activité, elle est à la merci de forces naturelles difficiles à maîtriser. Les

gouvernements doivent donc adopter une approche à la fois affirmative et pragmatique. C'est ce à quoi correspondent les propositions récentes faites par le Président de la République française aux dirigeants africains au sujet de l'avenir des subventions aux exportations agricoles, des préférences commerciales pour les pays de l'Afrique sub-saharienne et des questions concernant les produits de base et les matières premières. Le G-8 a donné suite à ces propositions en manifestant le désir de développer les régimes commerciaux préférentiels, de renforcer les programmes d'assistance technique et d'accorder plus d'attention à l'impact que la fluctuation des prix des produits de base exerce sur les agriculteurs pauvres.

L'objectif global de ces mesures est que les agriculteurs des pays en développement cessent d'être exclus du commerce mondial. Le gouvernement français est résolu à remplir les obligations qu'il a contractées au titre du Programme de Doha pour le développement et que reflète la réforme récente de la Politique agricole commune (PAC). La PAC a facilité la modernisation de l'agriculture dans toute l'Union européenne de même qu'elle a apporté une assistance aux plus vulnérables. Parallèlement, les marchés européens sont restés très ouverts aux produits agricoles des pays en développement. Les exportations des pays les moins avancés peuvent entrer sans droits de douane sur les marchés européens qui absorbent les deux tiers de toutes les exportations agricoles de l'Afrique.

Le gouvernement français appuie pleinement le volet agricole du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique, qui insiste sur des politiques intégrées, le renforcement des capacités locales et l'action positive. Il a aussi accru son APD.

Saluant les conclusions et les recommandations présentées par le Secrétaire général dans son rapport E/2003/51, **M. Escudero** (Équateur) dit que sa délégation est elle aussi soucieuse d'ouvrir davantage l'accès des actifs productifs aux populations pauvres rurales, d'autant plus que l'agriculture est souvent la seule source de revenu des habitants des campagnes. En Équateur, plus de 75 % des communautés rurales sont pauvres mais le gouvernement ne parvient pas à insuffler davantage de ressources dans l'agriculture en raison des remboursements de sa dette extérieure. Le secteur souffre beaucoup de la concurrence des importations fortement subventionnées provenant des pays riches, ainsi que d'une mauvaise infrastructure.

Le gouvernement équatorien s'emploie à développer des synergies nouvelles entre les divers secteurs afin de promouvoir le développement rural en insistant sur une répartition plus équitable des ressources. Néanmoins, les distorsions que les programmes de subvention des pays riches exercent sur le commerce continuent d'affaiblir l'impact de ces efforts. A guère plus de deux mois de la Conférence ministérielle de Cancun, les négociations à l'OMC ont peu avancé au sujet de l'élimination de ces subventions et des conditions d'accès aux marchés des pays développés. Sans progrès dans ces deux domaines, le Programme de Doha pour le développement est condamné à l'échec. Non seulement une occasion aura été perdue de promouvoir le développement mais encore la preuve aura été faite qu'une conscience mondiale est nécessaire pour arriver réellement à combattre la pauvreté.

**M. Meetoo** (Observateur de Maurice) dit que s'il appartient principalement aux gouvernements d'améliorer les conditions de vie et de travail de leurs populations, une plus grande équité du système commercial international est indispensable pour cela. Les pays en développement ont besoin d'un accès aux marchés pour leurs produits ainsi que d'un mécanisme qui garantisse la stabilité des prix des produits de base et l'équilibre des termes de l'échange. Il demande instamment à tous les membres de l'OMC d'honorer les engagements qu'ils ont contractés concernant l'application du Programme de Doha pour le développement.

Maurice a constaté lui-même qu'approcher par le haut la réduction de la pauvreté et le développement rural ne donnait pas de bons résultats. Son gouvernement a donc adopté une approche intégrée dans laquelle l'accent est mis sur l'amélioration de l'accès à l'éducation et aux mécanismes de crédit de sorte que les pauvres puissent avoir les moyens de participer aux activités de production. Les programmes d'atténuation de la pauvreté ont été réorientés vers le développement communautaire, les activités génératrices de revenus et l'assistance technique.

Un fonds d'affectation spéciale pour l'intégration sociale des groupes vulnérables a été constitué afin de financer des projets concernant l'infrastructure sociale, des activités génératrices de revenu et des prêts pour les étudiants, tandis que 150 millions de roupies ont été affectés à un programme de diversification rurale, coordonné par le Fonds international de développement

agricole (FIDA). Ce programme vise à apporter une assistance aux microentreprises et au développement communautaire. Un plan national d'action pour l'atténuation de la pauvreté a été établi avec la participation de diverses parties prenantes, y compris le secteur privé, des ministères et des organisations non gouvernementales (ONG). Le gouvernement mauricien entend revoir sa stratégie nationale en collaboration avec l'Union européenne en juillet 2003 et demeure pleinement résolu à lutter contre la pauvreté et l'exclusion.

**M. Sha Zukang** (République populaire de Chine) dit que les gouvernements devraient formuler des stratégies de développement rural à longue échéance afin d'accroître les moyens de production, de renforcer l'infrastructure, de relever les niveaux de vie, d'éliminer la pauvreté, de stimuler la croissance de l'agriculture et de promouvoir le développement durable. Le secteur agricole doit stratégiquement être au premier rang des priorités et les plans nationaux d'action devraient suivre une approche réaliste et pragmatique. Le gouvernement chinois compte beaucoup sur l'utilisation rationnelle des ressources naturelles et préconise l'emploi de techniques respectueuses de l'environnement, les sources d'énergie renouvelables et des mesures énergiques face par exemple à la désertification et à l'érosion des sols. Les pays doivent concilier le développement agricole et la protection de l'environnement et l'équilibre entre les deux est rendu possible par un mélange de techniques modernes et de techniques traditionnelles. Les systèmes de sécurité sociale et la fourniture de services en zone rurale doivent aussi devenir prioritaires.

Une approche intégrée au développement rural dans les pays en développement dépend de la coopération internationale. En particulier, l'assistance financière devrait être accrue ce qui veut dire que les pays doivent honorer leurs engagements concernant l'APD. Le système actuel de commerce international des produits agricoles bénéficie injustement aux agriculteurs des pays développés. Les obstacles que rencontrent les exportations des pays en développement pour entrer sur les marchés ainsi que les subventions excessives doivent être éliminés pendant la prochaine série de négociations commerciales de l'OMC. L'édification de capacités doit être renforcée pour donner aux pays en développement les moyens de développer leur

infrastructure et leurs ressources humaines. Le rôle de l'ONU est crucial pour mobiliser les ressources et coordonner des activités orientées sur les résultats.

Comme d'autres pays en développement, la Chine rencontre de nombreux problèmes de développement agricole et rural; entre autres sa population rurale est nombreuse, elle manque de ressources, son infrastructure est inadaptée et sa productivité faible. Néanmoins, son gouvernement a toujours accordé la plus haute importance à l'agriculture et, après la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement en 1992, a formulé une stratégie de développement durable viable. Le résultat a été une amélioration des conditions de production agricole et l'application d'agrotechnologies de pointe dans tout le pays. Parallèlement, la Chine s'est employée énergiquement à édifier et améliorer son système de gestion rurale, accélérer le développement de villes dans les zones rurales et stimuler le développement d'industries dans les villages et les bourgs. Maintenant en mesure de nourrir 22% de la population mondiale alors qu'elle ne possède que 10% des terres arables de la planète, la Chine a ouvert une voie véritablement nationale à la modernisation qui est exclusivement adaptée aux conditions du pays.

Le gouvernement chinois prend des mesures pour renforcer la place de l'agriculture en tant que fondement de l'économie, continuer de développer l'économie rurale et relever le revenu de ses agriculteurs. Parce que la Chine est le plus vaste pays en développement, grand producteur agricole de surcroît, le développement durable de son agriculture est une composante essentielle du développement durable de la planète. La Chine coopère utilement avec des organisations internationales depuis de nombreuses années et elle est prête à partager les acquis de son expérience avec la communauté internationale et à œuvrer étroitement avec d'autres pays dans un effort commun pour éliminer la pauvreté et apporter un développement durable dans le monde entier.

**M. Ali** (Observateur du Bangladesh) dit que les approches au développement ont évolué avec le temps à la lumière de l'expérience. Ce qui a réussi dans un endroit ne peut jamais être reproduit exactement à l'identique ailleurs parce que les conditions locales varient et que des politiques spécialement adaptées sont toujours nécessaires. L'importance actuelle accordée à la réforme et à la libéralisation n'a pas

toujours produit les résultats désirés et les avantages obtenus n'ont pas toujours atteint les membres de la société qui en avaient le plus besoin.

Le développement rural est au tout premier rang des priorités au Bangladesh dont le gouvernement a donc accordé un poids particulier à l'éducation, la santé et la nutrition dans les zones rurales. Il ne peut pas y avoir de développement sans infrastructure rurale adaptée, raison pour laquelle le réseau routier a été élargi et un programme d'électrification des campagnes a été lancé. Les microfinancements ont remarquablement bien réussi et ont conduit à réévaluer radicalement les notations de crédit pour les pauvres qui peuvent ainsi prendre eux-mêmes leur avenir en main. Malgré tous les efforts des pouvoirs publics, la pauvreté reste endémique. La proportion de pauvres dans les campagnes, calculée en pourcentage de la population totale, a certes décliné mais leur nombre absolu demeure élevé. Peu de possibilités continuent de s'offrir à eux. Les forces extérieures sont aussi souvent à l'origine du problème : dans beaucoup de pays l'agriculture ne peut pas contribuer au développement rural car les subventions que les pays développés versent à leurs propres agriculteurs déforment les marchés internationaux de produits de base.

Le climat généralement défavorable de l'aide et de la dette constitue un autre problème. L'APD a diminué en valeur réelle et un fardeau de la dette écrasant empêche les gouvernements de libérer des ressources pour des besoins tous aussi pressants les uns que les autres. L'esprit de coopération multilatéral n'est plus aussi vif que dans le passé. Beaucoup de pays en développement ont récemment eu l'occasion de formuler leurs propres plans de développement dans le cadre des DSRP mais malheureusement toute cette initiative est soumise aux caprices des forces économiques extérieures. De plus, les règles du commerce international ne donnent aux pays en développement aucune place politique pour bénéficier de possibilités commerciales. Il faudrait des programmes d'intervention ciblés qui stimulent le secteur privé des pays en développement afin qu'il crée des unités de fabrication appropriées, particulièrement en zone rurale, en vue de l'exportation des produits.

**M. Marini** (Institution intergouvernementale pour l'utilisation de la Micro-Algue Spiruline contre la malnutrition) dit que l'organisation qu'il représente, et qui est dépositaire du Libre Accord pour la coopération

de la recherche scientifique et l'utilisation aux fins humanitaires de la micro algue spiruline dans l'alimentation et de la convention qui concerne l'utilisation de la micro algue alimentaire et la recherche scientifique interuniversitaire, s'emploie à promouvoir le transfert de nouvelles technologies agricoles concernant les algues et par là à réduire le nombre de personnes souffrant de faim ou de malnutrition pendant les urgences alimentaires. Les conventions prévoient la création d'un réseau de production de biomasse de micro-algues à des fins humanitaires. La micro-algue comestible spiruline recèle des possibilités énormes et fantastiques de compléter l'alimentation des victimes de famines et de traiter les personnes atteintes de malnutrition aiguë. Elle renforce aussi les défenses immunitaires du corps humain et pourrait donc jouer un rôle essentiel dans la lutte contre le VIH/Sida. M. Marini espère que l'utilisation des micro-algues comestibles pour la nutrition humaine et dans les situations d'urgence alimentaire deviendra un thème récurrent des sommets internationaux à venir consacrés à la sécurité alimentaire.

**M. Tidjani-Serpos** (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)) dit que l'UNESCO reconnaît pleinement que l'éducation donne aux gens les moyens de lutter contre la pauvreté. Les programmes éducatifs qui aident les pauvres à définir leurs besoins ont manifestement un impact sur les politiques publiques qui concernent la planification du développement. L'impossibilité d'étudier pour les femmes fait particulièrement obstacle au développement rural car l'éducation donne aux femmes les moyens d'utiliser les services financiers et de gérer les ressources productives comme la terre ou l'eau. Il est manifeste aussi que l'éducation a un rôle absolument crucial à jouer dans la lutte contre la pandémie du VIH/Sida par des campagnes de prévention et des programmes de sensibilisation.

La Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation (2003-2012), sous la conduite de l'UNESCO, offre une occasion de souligner particulièrement l'importance de l'alphabétisation pour tous dans le cadre d'une éducation universelle. L'UNESCO appelle donc la communauté internationale, les gouvernements, les ONG et la société civile à agir immédiatement pour accroître leurs engagements et leurs investissements au profit de

l'alphabétisation des habitants des campagnes en tant que moyen de lutter contre les taux qui restent élevés de pauvreté, de faible scolarisation, d'abandon scolaire, d'analphabétisme des adultes et d'inégalité entre hommes et femmes dans le domaine de l'éducation. L'alphabétisation devrait figurer en bonne place dans toutes les politiques d'éducation nationale et les stratégies de développement.

En outre, l'UNESCO est l'institution chef de file de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable (2005-2014), dont les préparatifs sont en cours. Le plan de mise en œuvre de la décennie établit des liens entre l'atténuation de la pauvreté, les droits fondamentaux, la paix et la sécurité, la diversité culturelle, la biodiversité, la sécurité alimentaire, l'eau pure et l'assainissement, l'énergie renouvelable, la préservation de l'environnement et l'utilisation durable des ressources naturelles.

**Mme Faidutti** (Fédération mondiale des associations des Nations Unies) dit que la société civile mondiale qui est en train de se constituer a un grand potentiel mais a besoin d'être renforcée par une coopération avec le système des Nations Unies et les gouvernements. Le travail inclusif accompli par les organismes à la base devrait être complété par les efforts venant d'en haut des gouvernements et des organisations internationales. Les femmes et les jeunes devraient participer pleinement et activement au développement rural. Ils devraient acquérir des moyens au niveau local pour favoriser leur sentiment de diriger leur propre développement. L'éducation, élément clé des stratégies de développement durable, va bien au-delà de l'enseignement scolaire et s'étend à la transmission de toutes les valeurs et de la culture d'une société donnée. Les technologies nouvelles comme Internet offrent de grandes possibilités de promouvoir l'éducation au sens le plus large mais pour cela il est nécessaire d'éliminer la fracture numérique.

**Mme Singh** (All India Women's Education Fund Association) dit que son organisation fournit une éducation globale aux Indiennes depuis 1929 en insistant sur de vastes questions comme la santé, la nutrition et la connaissance du droit.

Le travail de l'All India Women's Education Fund Association fait ensuite l'objet d'une présentation vidéo.

*La séance est levée à 13h 10.*